

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral levant la mise en demeure engagée le 19 novembre 2024
à l'encontre de la SAS CHROMECA à BEYNOST**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.512-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié autorisant la SAS CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surface à BEYNOST ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 imposant notamment la mise en sécurité des installations ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 mettant en demeure la SAS CHROMECA de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé pour ses installations sises 74 allée des grandes Combes – ZI Ouest à BEYNOST ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 21 janvier 2025, suite à une visite d'inspection réalisée sur le site le 16 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 16 janvier 2025, il a été constaté que la SAS CHROMECA a mis en place des dispositifs permettant l'interdiction et la limitation d'accès à ses installations ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des mesures ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2024 susvisé ont été mises en œuvre pour garantir la sécurisation du bâtiment industriel ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

La mise en demeure engagée à l'encontre de la société CHROMECA par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 est levée.

Article 2 :

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site www.telerecours.fr

En application de l'article L.171-11 du code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 3 :

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BEYNOST pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS CHROMECA – 3 esplanade de France – 42000 SAINT-ETIENNE ;
 - et dont copie sera adressée :
- au maire de BEYNOST,
- au chef de l'Unité départementale de l'Ain – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le **24 JAN. 2025**

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,


Virginie GUERIN-ROBINET